

PRÉVENIR AUSSI



Volume 23, numéro 4
Hiver 2008-2009



Ingéniosité
La prévention s'informatise

Modifications au RSST
De nouvelles exigences
pour la formation des caristes

Monoxyde de carbone
Prudence avec les
appareils à combustion

Enquête d'accident
Asphyxie mortelle
et instantanée



Le Règlement sur la santé et la sécurité du travail précise désormais le contenu de la formation des caristes. Le secteur de la construction n'échappe pas à la règle.

Début 2007, la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) annonce des changements au *Règlement sur la santé et la sécurité du travail* (RSST). En vigueur le 6 janvier 2007, le Règlement impose notamment de nouvelles normes concernant l'utilisation des chariots élévateurs et édicte un cadre obligatoire de formation.

À la suite de ces modifications, l'ASP Construction rapporte de nombreuses demandes de formation et d'information sur la conduite des chariots élévateurs. Pour sa part, elle offrira, à cet effet, deux nouvelles formations dès 2009.

Cela étant, voici ce qu'il faut retenir de ces nouvelles dispositions réglementaires. Tout d'abord, l'installation d'un dispositif de retenue – ceinture, portes, siège enrobant – est désormais obligatoire sur les chariots élévateurs construits avant 2001 (art. 256.1).

Bien qu'un nouvel article établisse à 16 ans l'âge légal pour conduire un tel engin (art. 256.2), l'article 2.15.10 du *Code de sécurité pour les travaux de construction*, stipulant qu'aucun travail fait au moyen d'un appareil de levage motorisé ne peut être effectué par un travailleur âgé de moins de 18 ans, prévaut sur celui du Règlement.

Enfin, le Règlement définit le cadre de formation des caristes, qu'ils soient novices ou expérimentés (art. 256.3). Ce nouvel article précise en effet qu'un chariot élévateur ne doit être utilisé que par un cariste ayant reçu une formation théorique portant notamment sur les notions de base relatives aux chariots élévateurs, le milieu de travail et ses incidences sur la conduite d'un chariot élévateur, la conduite

d'un tel engin, les règles et mesures de sécurité. Le cariste devra également avoir réussi une formation pratique traitant des diverses activités liées à la conduite d'un chariot élévateur.

Les normes

Cependant, les exigences de formation liées à la conduite d'un chariot élévateur varient selon le type d'engin utilisé. Mentionnons que les chariots élévateurs sont classés en fonction de la source d'énergie du véhicule et du poste de conduite du cariste. L'International Industrial Truck Association (IITA) les regroupe ainsi en sept classes, chacune d'entre elles comportant différents codes de levage.

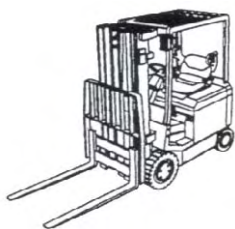
Deux normes définissent les exigences de formation relatives à ces véhicules. Ainsi, les chariots compris dans les classes 1, 4 et 5 présentées ci-dessous sont régis par la norme *Safety Standard for Low Lift and High Lift Trucks*, ASME B56.1. Bien que cette norme ait été traduite et publiée par la CSST sous le titre *Norme de sécurité concernant les chariots élévateurs à petite levée et à grande levée*, ASME B56.1 (1993-A.1995), son édition anglaise demeure la version officielle. Quant aux chariots tout-terrain, à mât droit ou télescopique,

répondant aux critères de la classe 7 de l'IITA, ils sont soumis à la norme *Safety Standard for Rough Terrain Forklift Trucks*, ASME B56.6.

Ces normes formulent toutes deux des exigences quant à la formation, théorique et pratique, des caristes. Ainsi, la formation théorique abordera différents sujets, tels les lois, les règlements, les caractéristiques et les équipements de sécurité propres à chaque type de chariot, de même que les nombreux aspects liés à leur utilisation. Ces derniers sont repris dans le cadre d'un cours élaboré en fonction du milieu de travail et appuyé d'exercices pratiques.

Inspirée de la norme ASME B56.1, la *Norme de sécurité pour les chariots élévateurs*, CSA B335-04, demeure d'application volontaire. En plus d'énoncer des spécifications visant la conception, la construction, l'entretien, l'inspection et l'utilisation sécuritaire des chariots élévateurs, cette norme prescrit des exigences minimales pour la formation des caristes. Elle présente également les qualifications recommandées pour les formateurs des caristes ainsi que pour les techniciens et le personnel d'entretien de ces véhicules.

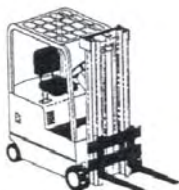
Voici les codes des chariots habituellement employés sur les chantiers de construction, suivant la classification de l'organisme américain (IITA).



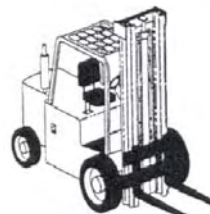
Classe 1, code 6 :
Chariots élévateurs à cariste porté, à moteur électrique



Classe 5, code 4 :
Chariots élévateurs à moteur à combustion interne, à pneus gonflables



Classe 4, code 3 :
Chariots élévateurs à moteur à combustion interne, à pneus à basse pression



Classe 7, code 1 :
Chariots élévateurs tout-terrain

Fidèle à sa mission éducative, l'ASP Construction offrira, à compter de 2009, deux nouvelles formations sur la conduite préventive des chariots élévateurs.

Afin de vous aider à satisfaire aux exigences contenues dans la mise à jour du *Règlement sur la santé et la sécurité du travail* (RSST), l'ASP Construction proposera, à compter de 2009, deux nouvelles formations sur la conduite préventive des chariots élévateurs. Celles-ci ont été élaborées conformément aux normes s'appliquant aux appareils de levage motorisés généralement employés sur les chantiers de construction, à savoir les chariots élévateurs à cariste porté, à moteur électrique; les chariots élévateurs à moteur à combustion interne, à pneus à basse pression; les chariots élévateurs à moteur à combustion interne, à pneus gonflables et les chariots élévateurs tout-terrain, à mât droit ou télescopique.

Suivant le type d'appareil utilisé sur le lieu de travail, les nouvelles formations offertes par l'ASP Construction couvriront l'aspect théorique et seront d'une durée de quatre heures. Elles porteront notamment sur :

- l'utilisation du manuel de l'opérateur,
- la réglementation,
- les capacités de chargement,
- les principes de stabilité,
- la sécurité des piétons,
- le démarrage et autres consignes de base,
- la sélection, l'arrimage et l'intégrité des charges,
- les dangers propres au milieu de travail.

Au terme de ces formations, l'ASP Construction évaluera le candidat et lui délivrera une attestation.

La formation théorique sera suivie d'une formation pratique. Donnée sous la supervision d'un instructeur d'un centre de formation professionnelle ou d'un représentant de l'employeur dûment qualifié, elle devra traiter des notions liées à la conduite du chariot élévateur. Les notions abordées concernent entre autres le démarrage, le déplacement et l'arrêt, la manutention de charge. Au terme de cette formation, chaque candidat sera évalué.

Les nouvelles formations offertes par l'ASP Construction portent sur les chariots habituellement employés sur les chantiers de construction.



Chariot à mât télescopique



Chariot tout-terrain à mât droit



Chariot contrebalancé à moteur à combustion

Erratum

En attendant la norme CSA Z462

Une erreur s'est glissée dans l'article intitulé « En attendant la norme CSA Z462 », paru dans la dernière édition de *Prévenir aussi* (vol. 23, n° 3). Voici ce qu'on aurait dû lire au deuxième paragraphe de la troisième colonne de la page 2 : « De plus, la norme déconseille le port de bijoux, de montres, de cellulaires et d'autres objets conducteurs afin d'éviter la survenue d'arcs électriques. Elle recommande en outre que tout outil portatif relié à une prise électrique au moyen d'une rallonge comporte un disjoncteur différentiel de classe A, communément appelé DDFT. Enfin, la NFPA 70E décrit également les inspections visuelles à effectuer sur tout ÉPI et outil avant d'effectuer un travail sous tension. »

Vous pouvez consulter la version corrigée en vous rendant à l'adresse suivante : http://www.asp-construction.org/utilisateur/documents/prevenir-aussi/prevenir_automne2008.pdf

Nos excuses.

La saison froide est propice aux intoxications au monoxyde de carbone. Rappel sur les risques associés à cette menace silencieuse.

Incolore, inodore et insipide, le monoxyde de carbone (CO) n'est pas inoffensif pour autant. Malgré des efforts de prévention répétés de la part des utilisateurs, il fait chaque année des centaines de victimes dans tous les secteurs industriels. Présent en concentrations variables sur la majorité des chantiers de construction, il empoisonne nombre de travailleurs au quotidien. Un risque aggravé par la venue de l'hiver, lorsque les ouvertures des bâtiments se ferment, transformant des lieux de travail en véritables chambres à gaz.

Dans un bâtiment en construction, la première source d'exposition à ce gaz potentiellement mortel demeure les appareils à combustion, qu'ils soient alimentés au diesel, au propane ou à l'essence. Il faudra particulièrement se méfier des compresseurs, des polisseuses, des scies (à béton, à chaîne), des génératrices, des règles vibrantes et même des appareils de chauffage d'appoint, communément appelés cochons au gaz. Les véhicules lourds et la machinerie constituent une deuxième source d'exposition à ce gaz puisqu'ils émettent également du CO.

Car le CO, faut-il le rappeler, est un tueur en puissance pouvant causer l'intoxication de quiconque lui ouvre ses voies respiratoires. Une fois inhalé, il se substitue à l'oxygène contenu dans le sang et, comme il est 210 fois plus facile à capter que l'oxygène, il finit par priver le corps



Les appareils de chauffage d'appoint, comme le cochon au gaz, sont une source importante de monoxyde de carbone.

de ce gaz vital. « Le degré d'intoxication variera selon la concentration de CO dans l'air, la durée d'exposition, l'état de santé de la personne exposée et l'effort physique qu'elle a dû fournir », expose Marc Côté, conseiller en prévention à l'ASP Construction.

Maux de tête et nausées sont souvent les premiers signes d'une intoxication au monoxyde de carbone. En cas d'intoxication aiguë, la personne peut vomir, éprouver des vertiges, de la somnolence, de la confusion mentale et une faiblesse musculaire pouvant la rendre vulnérable à un accident du travail. Son rythme cardiaque s'accroîtra, elle perdra conscience, sombrera dans le coma puis, finalement, mourra. Il faut réagir, et vite, en emmenant la personne à l'air frais et en lui demandant de consulter un médecin.

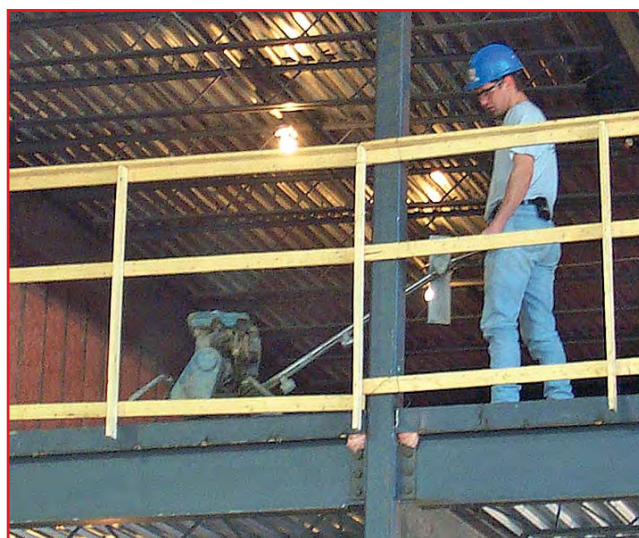
Comme seul un détecteur de monoxyde de carbone permet d'en déceler la présence, il importe de prendre régulièrement des lectures afin de vérifier les concentrations de CO présentes dans l'air ambiant. Voici les valeurs admises par le *Règlement sur la santé et la sécurité du travail* (RSST) à cet égard :

- La valeur d'exposition de courte durée (VECD), c'est-à-dire 15 min, est de 200 ppm;
- La valeur d'exposition moyenne pondérée (VEMP) est de 35 ppm pour une journée de 8 heures. La VEMP est la concentration moyenne, pondérée pour une période de 8 heures par jour, en fonction d'une semaine de

40 heures, d'une substance chimique (sous forme de gaz, de poussières, de fumées, de vapeurs ou de brouillards) présente dans l'air de la zone de travail.

L'article 51 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) prévoyant que le maître d'œuvre doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et assurer la sécurité et l'intégrité physique du travailleur, des mesures préventives devront être prises même lorsque la concentration de CO est inférieure à 35 ppm. En plus de vérifier la qualité de l'air à l'aide d'un détecteur, le maître d'œuvre devra donc assurer une ventilation adéquate (mécanique ou naturelle) des lieux et limiter, autant que possible, le recours aux appareils munis d'un moteur à combustion.

Note : Il est faux de croire que l'installation d'un catalyseur sur un équipement muni d'un moteur à combustion permet à son utilisateur de vaquer à ses occupations en toute sécurité. En effet, le catalyseur ne réduira sensiblement les émanations de CO que si l'appareil alimenté au diesel fonctionne sans arrêt. Même lorsque ces deux conditions sont respectées, l'utilisateur sera tout de même tenu de vérifier la qualité de l'air au moyen d'un détecteur.



Dans une aire de travail close, on doit respecter des conditions de ventilation suffisantes lorsqu'on utilise une aplanisseuse de béton.

Un système informatisé qui assure le suivi de la performance en santé et sécurité des travailleurs : une façon ingénieuse pour réduire le nombre et la gravité des accidents sur un chantier.

Afin d'améliorer la gestion de la santé et de la sécurité du travail sur les chantiers dont elle a la responsabilité, Claudine Brown, agente de sécurité à l'emploi de l'entreprise de construction Verreault, a imaginé un ingénieux système de contrôle. Il s'agit en fait d'un ensemble de procédures informatisées offrant un portrait global du dossier SST pour un chantier donné.

C'est en 2003 que l'idée commence à germer dans l'esprit de la coordonnatrice en santé et sécurité du travail. « Il n'existait alors aucun registre faisant état de la formation et des compétences des

travailleurs qui se succédaient sur les chantiers, expose-t-elle. J'ai donc voulu me doter d'outils efficaces afin d'assurer une meilleure gestion de la prévention. C'est alors que j'ai mis en place un système informatisé. »

Ce système comprend notamment un registre quotidien des travailleurs présents sur le chantier, les comptes rendus des réunions de chantier, les procédures en cas d'accident, les formations offertes, les rapports d'accident. Véritable pierre angulaire de ce système, la fiche personnalisée, sorte de portrait-robot du travailleur, résume l'état de ses connaissances.

« Grâce à ce programme informatique, je peux maintenant produire des rapports mensuels qui me donnent, en un coup d'œil, une image fidèle de la situation, mentionne Mme Brown. Il me permet, par exemple, d'obtenir des statistiques sur les accidents survenus au cours des six derniers mois ou de savoir combien de travailleurs se sont présentés sur le chantier et le nombre d'heures qu'ils ont travaillées. »

Mieux encore, cet ingénieux système permet de dresser, à la fin d'un projet, le bilan des actions en SST et, ainsi, d'identifier une problématique récurrente et d'en assurer le suivi auprès des responsables concernés. Et cela porte fruit. D'une part, les travailleurs se sachant mieux encadrés, ils sont plus respectueux des consignes de sécurité établies par le plan de prévention. D'autre part, les lacunes étant identifiées plus rapidement, elles sont de ce fait corrigées plus rapidement.

Ce système informatisé de gestion de la SST est à ce point novateur qu'il a été retenu finaliste pour le Prix innovation décerné par la CSST dans la catégorie Grandes entreprises de la région de Montréal.

VERREULT **FICHE SST PERSONNALISÉE**

IDENTIFICATION

Nom de l'employé : _____ # d'employé : _____

Fonction : _____ Date d'arrivée : _____ JJ MM AA

Tél. Verreault _____ Cell. Verreault _____ ID _____

QUALIFICATION

Métier : _____ No. de carte : _____

(Joindre la copie)

Quels sont les chantiers où vous avez œuvré ? _____

Êtes-vous affecté à plus d'un chantier ? _____

À quelle fréquence ? _____

FORMATION ET INFORMATION

Date de la dernière rencontre Verreault : Date : _____ JJ MM AA

Cadenassage : Date : _____ JJ MM AA

Amiante : Date : _____ JJ MM AA

Silice : Date : _____ JJ MM AA

Espace clos : Date : _____ JJ MM AA

La fiche SST personnalisée dresse le portrait-robot des travailleurs qui œuvrent sur le chantier.

Une scie à béton défectueuse et une pièce non ventilée : les ingrédients d'un dangereux cocktail à l'origine du décès d'un homme. Dans son rapport d'enquête, la CSST rappelle les risques liés au monoxyde de carbone.

On n'insistera jamais assez sur les dangers liés à l'inhalation du monoxyde de carbone (CO). Ce gaz hautement toxique et potentiellement mortel, que l'on ne peut déceler qu'au moyen d'un appareil de détection – il est en effet inodore, incolore et insipide – résulte de la combustion, par le moteur d'un appareil ou d'un véhicule, d'un carburant tel que le gaz, l'huile, le naphta, l'essence, le propane ou le kérosène.

Lorsque le moteur à combustion est bien entretenu, la quantité de CO émise présente généralement peu de danger pour la santé. Cependant, son mauvais fonctionnement, causé par un mélange d'air et de carburant mal dosé, ou son utilisation dans un endroit clos ou mal ventilé peut entraîner une intoxication au CO. C'est d'ailleurs ainsi que le propriétaire d'une entreprise spécialisée dans les travaux de béton a trouvé la mort, le 25 avril 2005.

Ce matin-là, l'homme se rend à l'entrepôt de son entreprise afin de rassembler l'outillage et l'équipement nécessaires à la démolition d'un ouvrage de béton. Il doit notamment transporter, sur les lieux du chantier, une scie à béton de 465 kg. Cette scie automotrice est dotée d'un moteur à combustion interne fonctionnant à l'essence et muni d'un carburateur.

Dans un manuel d'instruction publié dans son site Internet, le fabricant de l'appareil précise que, lors du démarrage, l'opérateur doit laisser tourner le moteur à faible régime pendant quelques minutes avant d'utiliser la scie. Il insiste sur le fait que le moteur ne doit pas être mis en marche dans un espace clos, à moins de le ventiler adéquatement.

Selon le témoignage d'un travailleur de l'entreprise, la procédure habituelle consiste à allonger les manchons rétractables, à ouvrir la porte de l'entrepôt, à démarrer le moteur de la scie, puis à la diriger vers la rampe d'embarquement du véhicule routier.

Le rapport d'enquête déposé par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) révèle que, le matin du 25 avril 2005, les choses se sont déroulées autrement. Un menuisier de l'entreprise rapporte en effet qu'à son arrivée sur les lieux de l'accident les deux portes de l'entrepôt sont fermées.

En pénétrant dans le local, il constate que le moteur de la scie à béton fonctionne et qu'une épaisse fumée et une odeur âcre envahissent les lieux. Après avoir ouvert les deux portes pour aérer la pièce, il retourne à l'intérieur pour couper le moteur. C'est à ce moment qu'il aperçoit le corps inanimé de la victime près de la remorque.

Pour expliquer cet accident, la CSST retient trois causes.

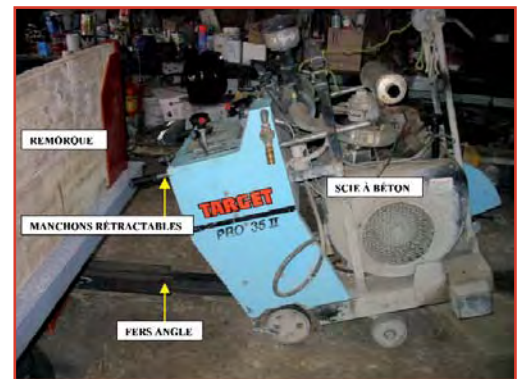
Le monoxyde de carbone s'accumule en raison d'une ventilation insuffisante. Comme l'entrepôt sert uniquement au remisage d'outils et de matériaux de construction, sa ventilation au moyen d'un système mécanique n'est pas nécessaire. Cependant, lors du démarrage et du réchauffement de la scie, la ventilation doit être adéquate, comme le recommande le fabricant. La seule façon de ventiler l'entrepôt est d'en ouvrir l'une des deux portes de la façade. Lors de l'accident, toutes les portes sont fermées, permettant de ce fait au CO de s'accumuler.

La vis de réglage du carburateur est défectueuse. L'expertise effectuée par un mécanicien révèle que la vis de réglage du jet principal d'essence est décrochée. Du coup, elle n'assure plus l'étanchéité nécessaire au contrôle de l'arrivée d'essence dans le carburateur. Le mélange, trop riche en essence, occasionne une combustion imparfaite. Il en résulte un excès de CO dans les gaz d'échappement.

Le propriétaire inhale une concentration létale de CO. Le lendemain de l'accident, une reconstitution de l'événement, récréant des conditions identiques à celles présentes lors de sa survenue, conduit à des résultats effarants.

Les échantillonnages effectués démontrent en effet qu'en l'espace de 10 minutes, le taux de CO est passé de 85 à 2 000 ppm.

La victime a ainsi subi une intoxication massive et aiguë après seulement quelques minutes d'exposition. Elle a rapidement connu des défaillances neurologiques graves, sans pratiquement ressentir les signes avant-coureurs de l'intoxication.



Position de la scie à béton lors de l'accident

Pour accéder à la version intégrale du rapport d'enquête de la CSST ou aux annexes, rendez-vous aux adresses suivantes :

<http://www.centredoc.csst.qc.ca/pdf/ed003562.pdf>

<http://centredoc.csst.qc.ca/pdf/ad003562.pdf>

Élargissez vos horizons, devenez agent de sécurité sur un chantier de construction

Rêvez-vous de faire carrière comme agent de sécurité sur les chantiers de construction ou, à titre d'employeur, souhaitez-vous qu'un membre de votre personnel suive une telle formation? L'Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ), qui assure la maîtrise d'œuvre de cette nouvelle formation, en collaboration avec le Collège Ahuntsic qui la dispense, vous en offre l'occasion.

À compter du printemps prochain, vous pourrez en effet participer au programme de formation destiné aux personnes désireuses de devenir agent de sécurité sur les chantiers de construction.

Pour être admissible à cette formation, vous devez :

- posséder un diplôme ou un certificat de secondaire V ou un certificat d'équivalence émis par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport;
- avoir travaillé au moins 10 ans dans le secteur de la construction ou, à défaut, avoir une compétence équivalente;
- détenir une attestation, délivrée par la CSST ou par un organisme reconnu, certifiant votre participation à un cours de sécurité;
- accepter de vous soumettre au processus de sélection administré par l'AECQ;
- produire une confirmation de déclaration de parrainage de stage d'un employeur au moyen du formulaire disponible auprès de l'AECQ.

Le programme, d'une durée de 600 heures, comprend 120 heures de théorie entrecoupées de 480 heures de stage pouvant s'échelonner sur cinq mois. La première tranche de la formation se déroulera du 27 avril au 16 mai 2009, alors que la seconde aura lieu du 26 au 30 octobre 2009.

Pour soumettre votre candidature, rien de plus simple. Il suffit de transmettre, au plus tard le **27 mars 2009**, votre curriculum vitae et des photocopies des attestations demandées à l'attention du :

Comité de sélection
Association des entrepreneurs en construction du Québec
7905, boul. Louis-H.-Lafontaine, bureau 101
Montréal (Québec) H1K 4E4

Les frais de formation de 2 610 \$, payables au Collège Ahuntsic, devront être acquittés une semaine avant le début des cours.

Pour plus d'information, communiquez avec l'AECQ en composant le 514 353-5151 ou le 1 800 361-4304, poste 322.



Dangers de nature électrique : une précision

Dans sa dernière édition, *Prévenir aussi* présentait, en page 7, un tableau intitulé « Effets du courant électrique sur le corps humain ». Les données présentées dans ce tableau tiré du site du Centre canadien d'hygiène et de sécurité du travail (CCHST), bien que correctes, méritent toutefois d'être précisées.

Dans ce tableau, le CCHST établit en effet à 50 mA la limite inférieure de l'intensité électrique pouvant causer la fibrillation ventriculaire, sans toutefois fixer de limite supérieure. L'écart entre l'intensité d'un courant pouvant entraîner la mort (1 000 mA) et celle pouvant causer une fibrillation ventriculaire est trop grand.

Dans un jugement rendu en 1999, la Commission des lésions professionnelles signale « qu'un courant de l'ordre de 120 milliam-pères ou plus, qui passerait par le cœur de l'opérateur pendant une seconde ou plus, est suffisant pour provoquer une fibrillation ventriculaire. À toutes fins utiles, un individu dont le cœur est en fibrillation ventriculaire est en arrêt cardiaque : il n'a pas de pouls perceptible ni de tension artérielle mesurable. »

Cette fibrillation ventriculaire est irréversible à moins d'appliquer une seconde décharge électrique qui rétablira le rythme cardiaque normal. Cette « défibrillation » doit être faite dans un délai de 4 minutes suivant l'arrêt cardiaque, pour éviter des séquelles neurologiques importantes. Cette manœuvre nécessite le recours à un défibrillateur.



Effets du courant électrique sur le corps humain	
Effet	Intensité (mA)
Mort	1 000
Fibrillation ventriculaire	50 +
Paralysie du diaphragme	30-40
Crispation musculaire empêchant de desserrer l'étreinte	15-20
Réactions involontaires	2 +
Perception	1

Source : Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST)



Prévenir aussi est publié quatre fois l'an par l'ASP Construction.

Les publications de l'ASP Construction sont offertes gratuitement aux travailleurs et aux employeurs de la construction qui en font la demande à leur association syndicale ou patronale respective.

L'emploi du genre masculin n'a été privilégié que dans le seul but d'alléger le texte et d'en faciliter la compréhension. Le féminin peut tout autant s'appliquer.

La reproduction d'un texte est autorisée à la condition d'en mentionner la source et de nous en faire parvenir une copie.

DÉPÔT LÉGAL:

Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec

Directeur général:

M. Paul Héroux

Documentation:

Lucie Brunet

Graphisme et mise en pages:

Gaby Locas

Textes:

Marie Gagnon

Tirage: 14 500

ASP Construction

7905, boul. Louis-H.-Lafontaine, bureau 301
Anjou QC H1K 4E4

Tél.: 514 355-6190 1 800 361-2061

Téléc.: 514 355-7861

Site Internet:

<http://www.asp-construction.org>

Centre de documentation:

biblio@asp-construction.org

Courrier électronique pour commander nos publications

commandes@asp-construction.org

Nos conseillers:

pabran@asp-construction.org
eadet@asp-construction.org
mjaubert@asp-construction.org
mcote@asp-construction.org
idugre@asp-construction.org
mdupont@asp-construction.org
sellefsen@asp-construction.org
jpguenette@asp-construction.org
llessard@asp-construction.org
jplante@asp-construction.org
bteasdale@asp-construction.org

Poste-publications 40064867

Ce document
est imprimé sur du
papier recyclé à 50 %.



Centre de documentation

Prévention des maux de dos dans le secteur de la construction

Le manuel intitulé Prévention des maux de dos dans le secteur de la construction poursuit trois objectifs principaux : faire connaître les composants du dos et son fonctionnement; déterminer les facteurs de risque les plus importants du mal de dos, tels la répétition de mouvements, la manutention de charges; développer des solutions préventives adaptées au secteur par l'approche ergonomique (adaptation de l'environnement, organisation du travail) et l'approche gestuelle (exécution des gestes qui permettent d'épargner le dos). Une série de techniques de manutention de charges spécifiques tels blocs de béton, sacs, madriers, bonbonnes, etc. sont illustrées. De multiples photos et des exemples appuient la théorie. Vous pouvez télécharger le document, le commander directement par Internet chez l'organisme belge ou l'emprunter au centre de documentation.

SFP Emploi, Travail et Concertation sociale. Direction générale Humanisation du travail. Demaret, J.-P.; Gavray, F.; Willems, F. Prévention des maux de dos dans le secteur de la construction. Bruxelles : SFP Emploi, Travail et Concertation sociale, 2007. 103 p.

Cote : MO-028043.

<http://emploi.belgique.be/publicationDefault.aspx?id=13124>

La protection du dos : bien soulever, bien vivre

Le DVD vise à conscientiser les travailleurs à l'importance de conserver un dos en santé et à prévenir les blessures au dos qui risquent de survenir au travail. Pour ce faire, il présente brièvement la structure de la colonne vertébrale et son fonctionnement ainsi que les facteurs de risque qui sont susceptibles de provoquer des blessures au dos, par exemple le levage de charges et les efforts excessifs, les mouvements répétitifs et les postures statiques. Il met en garde les travailleurs contre certains signes avant-coureurs d'une blessure potentielle. Il passe en revue les techniques de levage manuel de charges et rappelle l'utilité des dispositifs mécaniques de soulèvement des charges pour protéger le dos. Finalement, il démontre quelques exercices simples conçus pour maintenir la flexibilité et la force du dos tout en favorisant sa santé.

Coastal Safety Environment. La protection du dos : bien soulever, bien vivre / Back safety : lift well, live well. Virginia Beach, VA : Coastal Training Technologies, 2008, 2001. DVD (15 min). Cote : DV-000291. Disponible pour le prêt seulement.

Note : Cliquez sur DVD-ROM du menu principal du DVD pour accéder à une présentation PowerPoint du document et aux notes de formation.



La CSA innove!

Des normes accessibles en ligne gratuitement



Saviez-vous qu'il est maintenant possible de consulter 259 normes — citées dans les lois et règlements sur la santé et la sécurité du travail — en ligne sur le site de l'Association canadienne de normalisation (CSA), et ce, gratuitement? Ces normes sont listées par province et vous pouvez consulter l'édition de la norme citée dans la réglementation ou l'édition la plus récente, aussi bien en français qu'en anglais. Toutefois, vous ne pouvez les imprimer, ni en extraire du texte, ni les télécharger. Ce projet-pilote pancanadien a été élaboré par la CSA en collaboration avec toutes les agences gouvernementales responsables de la santé-sécurité, dont la CSST. Il a été instauré dans le but d'accroître l'accessibilité aux normes et d'améliorer la sécurité en milieu de travail. Il prendra fin en septembre 2009 et pourrait être institué de façon permanente selon l'intérêt qu'il suscitera et son degré d'utilisation. Pour accéder à ce service, rendez-vous à l'adresse suivante : <http://ohsviewaccess.csa.ca/default.asp?lang=FR>.